

Je veux parler de l'interdisciplinarité en tant que directeur d'une revue interdisciplinaire, *Critère* ; en tant que responsable d'un projet de recherche qui a donné un ouvrage interdisciplinaire, *le 100,000^e exemplaire*, et enfin, en tant que responsable d'un autre projet de recherche dont il faut dire, en toute honnêteté, qu'il fut un échec.

Le temps perdu

Parlons d'abord de l'échec. Nous sommes en 1972-1973. Au moment où j'ai appris que mon projet de recherche était

approuvé, je venais de quitter l'administration. Je rêvais de faire en tant que professeur ce que j'avais dû renoncer à faire en tant que directeur d'un secteur d'enseignement. Il m'apparaissait déjà que les *administrateurs ont les responsabilités sans avoir le pouvoir et que les professeurs (je devrais dire le syndicat) ont le pouvoir sans avoir le sens des responsabilités*. Je pensais que les professeurs allaient pouvoir acquérir un sens des responsabilités tel que les administrateurs deviendraient inutiles, du moins dans le domaine pédagogique.

À ce moment, interdisciplinarité était pour moi synonyme d'unité. Je trouvais absolument inadmissible qu'il n'y ait aucune coordination entre les cours d'un même programme et j'étais horrifié quand je constatais que les professeurs d'une même discipline se contredisaient entre eux sur des questions essentielles.

Je n'ai eu aucune difficulté à trouver des collègues partageant mon inquiétude. Une équipe imposante, du moins par le nombre, commença bientôt à prendre forme. Une erreur irrémédiable a malheureusement

le temps perdu à la recherche

par Jacques Dufresne

été commise à ce moment : nous avons demandé aux départements concernés de déléguer des participants. Nous pensions que cette façon de procéder allait inciter les départements à s'impliquer dans le projet, ce qui aurait facilité les choses au moment de l'application des recommandations que nous n'allions pas manquer de faire. Plusieurs départements ont désigné des gens qui étaient vraiment intéressés au projet. Ils avaient tous été pressentis.

Plusieurs autres départements cependant, pour des raisons

que je préfère ne pas analyser ici, ont nommé des gens qui étaient intéressés à tout, sauf à la recherche en général et à notre recherche en particulier. À cause de cela, nous avons, dès le début de nos travaux, perdu de précieuses journées à régler des problèmes du genre : pourquoi n'ai-je été libéré que de deux heures, au lieu de trois ou quatre comme X... ou Y... ?

Il n'y a pas eu de travail d'équipe. Seuls quelques individus ont fait isolément du travail sérieux. Certains ont préparé des grilles d'analyse de pro-

grammes et procédé ensuite à des analyses détaillées. D'autres ont écrit des essais. Les travaux d'analyse sont restés sans suite. Les essais ont peut-être été lus distraitemment par une dizaine de personnes.

Cet échec a tout de même suscité beaucoup de conversations intéressantes, au cours desquelles quelques idées originales ont pris forme, dont celle-ci : abstraction faite des cours de concentration et de spécialité dont le contenu est déterminé par les exigences de l'université et du marché du travail, il n'y a qu'une façon

d'introduire de l'unité dans la formation des étudiants : regrouper les professeurs en fonction de leur orientation intellectuelle et pédagogique plutôt qu'en fonction de leur discipline. Pour ce qui est du collège d'Ahuntsic, nous avons entrevu la possibilité de former trois grandes écoles, la première apparentée à la revue *Critère*, la seconde au *Sac à Outils*¹ et la troisième à la revue *Stratégie* :

- a) *l'école humaniste* regroupant les partisans de l'enracinement dans les grandes traditions, de l'étude des textes exemplaires et d'une évaluation synthétique de type traditionnel ;
- b) *l'école formaliste* ou positiviste, regroupant les partisans d'un apprentissage intellectuel indépendant du contenu du savoir de même que les partisans (ce sont en général les mêmes individus) d'une évaluation millimétrée ;
- c) *l'école marxiste*, regroupant, outre ceux qui ont lu Marx, tous ceux qui considèrent l'enseignement comme étant surtout un moyen de préparer les esprits à miner une société condamnée a priori et jugée inférieure à toute espèce de société égalitaire qui pourrait voir le jour.

Un tel regroupement, il faut le reconnaître permettrait bien des choses intéressantes. On aurait grâce à lui des écoles à échelle humaine sans avoir à renoncer aux institutions très coûteuses qu'on vient de créer. L'évaluation du travail des ensei-

gnants, qui est la condition de tout progrès, deviendrait chose facile. Entre frères en idéologie, on devrait pouvoir se juger mutuellement avec un minimum de sérieux. Au lieu d'avoir de mauvais étudiants bariolés, on aurait de bons étudiants humanistes ou marxistes, comme on avait jadis de bons étudiants catholiques. Il va de soi que les étudiants, et le cas échéant, les parents, pourraient choisir l'une ou l'autre des trois orientations. Ce serait d'ailleurs la première fois dans l'histoire de la polyvalence que des choix idéologiquement éclairés seraient possibles.

Nous avons effectivement lancé cette idée saugrenue, mais personne, tant est devenue grande l'horreur du changement, n'a voulu relever le défi qu'elle proposait. Il faut reconnaître que l'unité du système actuel, bien qu'elle soit purement formelle et apparente, doit être maintenue afin de servir de couverture à certaines forces et à certaines idées qui sont si opposées aux aspirations de la majorité que cette dernière ne les tolérerait pas si elles se manifestaient au grand jour. C'est cette raison pratique qui explique pourquoi, à la surprise générale, les groupes représentant des idéologies opposées ont fait front commun pour rejeter les divers projets de réforme du régime pédagogique. Ces projets de réforme auraient inévitablement provoqué des bouleversements qui auraient forcé les groupes idéologiques à s'identifier.

Le temps compté

Un second budget de recherche nous a été accordé pour l'année 1973-1974. Cette fois j'ai résolu de faire en sorte qu'au moins une personne apprenne quelque chose : le directeur du projet. Depuis l'époque de ma

thèse de doctorat sur Simone Weil, j'avais des comptes à régler avec les mathématiques. J'étais d'autre part frappé par le fait, méconnu de plusieurs, que l'impact du chiffre dans le monde actuel est peut-être plus fort que celui de l'image.

Je décidai donc de faire une recherche interdisciplinaire sur l'impact du nombre dans la civilisation actuelle. Il n'y a pas eu d'équipe cette fois. J'ai établi seul mes priorités et mon plan. Et puis j'ai donné des commandes : à des collègues surtout, mais aussi à des étudiants. Vous aurez tant ou tant si vous faites ceci ou cela ! Et un contrat tacite prenait ainsi forme. Le tant ou tant ne devait être versé que sur présentation des résultats attendus. Je dois reconnaître qu'il y eut de l'argent versé pour du travail mal fait. Mais s'il y eut du travail mal fait, ce fut surtout à cause de la façon trop vague dont les commandes avaient été formulées.

Je me suis passionné pour ce travail. Au point que je n'ai pas pu me résigner à l'envoyer finir ses jours dans la fosse commune des rapports de recherche. J'ai décidé d'être lu par plus de dix personnes sans pour autant renoncer aux exigences intellectuelles et pédagogiques énoncées dans le projet. Le résultat fut un livre intitulé *Le 100,000^e exemplaire* et publié par les Éditions du Jour en mai 1975. Je dirai seulement de ce livre qu'il a porté déjà infiniment plus de fruits que la multitude des rapports que j'ai écrits dans ma courte vie. Le travail a été complété à l'automne 1975 par un diaporama sur l'impact du nombre, réalisé par le coauteur du livre, le photographe Serge Barbeau, et présenté pour la première fois à Paris à l'occasion de l'ouverture de la

1. Sorte de « kit », mis à la disposition des étudiants dans le cadre du cours de Philo 101. Auteurs : F. Charbonneau, M.J. De Groot, J.C. Martin et Raymond Fredette.

Semaine du livre au Centre culturel canadien. À cette occasion, il y eut aussi une conférence et un débat public sur l'impact du nombre.

Cette expérience n'est pas concluante en ce sens que je ne connais encore personne, à part moi, qui ait vu la nécessité de faire un cours sur l'impact du nombre. Elle m'a toutefois permis de constater que les médias sont véritablement des intermédiaires non seulement entre un individu donné et le grand public, mais entre cet individu et ses proches. Les gens que nous voyons tous les jours ne font notre connaissance que sur un écran ou un titre de livre. On peut se demander si les lignes d'autorité et de leadership ne sont pas brisées par le fait que les médias sont devenus des intermédiaires indispensables, même dans les domaines qui semblent encore appartenir à la sphère de l'intimité. Une chose paraît en tout cas évidente : seule une intimité revalorisée par un environnement et un art de vivre adéquats pourra rétablir l'autorité naturelle.

Le temps retrouvé

Les meilleures expériences sont celles que nous vivons sans savoir que ce sont des expériences. Les expériences qu'on veut avoir gâtent souvent celles qu'on a. Je vis à la revue *Critère* une expérience interdisciplinaire qui s'ignore depuis bientôt six ans. Cette expérience est féconde quoique peu tapageuse. C'est avec le numéro sur le crime paru à l'automne 1971 que *Critère* est vraiment devenue une revue interdisciplinaire. Tous les numéros parus depuis ont été interdisciplinaires. Deux numéros sur la santé paraîtront bientôt. Voici, à titre d'exemple, quelques précisions à ce sujet. Le travail

commença dès l'été 1975. La problématique des deux numéros fut définie dans une série d'articles sur la santé écrits par le directeur de la revue et publiés dans *Le Devoir* en septembre. Dans les environs immédiats de *Critère*, tout le monde sait dès ce moment que des numéros sur la santé sont en préparation. La participation du milieu se manifeste d'abord par des conseils qui nous sont donnés ici et là concernant la bibliographie et les sujets à traiter. On parle beaucoup du livre d'Illich, *Némésis médicale*. Plusieurs l'ont lu. D'autres le liront. Un collègue de chimie, qui connaît bien René Dubos, nous signale qu'il vaudrait peut-être mieux remonter jusqu'à l'œuvre de ce grand savant. Un collaborateur déterre un livre de Teddy Chevalot sur la médecine, un autre découvre un livre sur le médecin dans l'œuvre de Jacques Ferron. Le bilan final sera évidemment difficile à établir : une dizaine de professeurs du collège (pour environ vingt collaborateurs de l'extérieur) écriront un article. Une trentaine peut-être participeront au colloque sur la santé qui aura lieu en juin à Orford. Une cinquantaine liront au moins un article. Pour ce qui est des étudiants, quelques centaines auront la revue entre les mains. Ceux-là au moins sauront de quel droit leurs professeurs corrigent leurs travaux sévèrement. Un ou deux peut-être éprouveront ce sentiment d'admiration qui est le commencement de tout.

Le temps imprimé

Notons qu'une page de revue tirée à deux mille exemplaires coûte moins cher qu'une photocopie, pour un travail original d'une qualité bien supérieure. J'oserai affirmer que tout collège de taille moyenne pourrait financer au moins une

revue comme *Critère* grâce au seul argent qu'il pourrait économiser en interdisant, dans ses ateliers de photocopie, tout plagiat et toutes reproductions de travaux originaux mal faits.

McLuhan a dit fort justement que, grâce à la photocopie et aux autres techniques analogues, chaque individu devenait son propre éditeur. La photocopie, c'est le *hot lines* de l'imprimé. Dans une société démocratique, tout le monde a le droit de s'exprimer.

Le droit à l'expression, dans la grande société, doit cependant être soumis à des règles assez strictes, ne serait-ce qu'à cause du trop grand nombre de personnes qui pourraient désirer s'en prévaloir. Dans le monde de l'édition, qui nous intéresse plus particulièrement, les règles du jeu sont les suivantes : vous êtes publié si votre manuscrit est susceptible d'intéresser beaucoup de lecteurs, ou s'il est susceptible de faire progresser la science ou les arts, auquel cas une subvention de publication est accordée.

Aucune règle semblable n'est, à ma connaissance, respectée dans les ateliers de photocopies. Résultat : les étudiants sont inondés de documents d'une qualité intellectuelle et technique médiocre. De quoi les détourner à jamais de l'écrit !

Un chercheur sérieux qui veut obtenir des crédits pour la publication doit soumettre son manuscrit à un jury, mais dans toutes les maisons d'enseignement où il y a un atelier de photocopies important, n'importe qui peut, moyennant une autorisation de routine, faire imprimer ses élucubrations en une quantité telle de copies que par ce procédé le coût

d'un livre de deux cents pages peut être dépassé en un an ou deux.

Il faut que nous apprenions à tirer un meilleur parti des techniques dont nous disposons. À mon avis, les maisons d'enseignement devraient conclure des ententes avec des éditeurs ou des imprimeurs de chaque région afin de faire imprimer, à un meilleur rendement, tous les documents originaux de qualité — essais, recueils de textes, manuels, cours, etc., qui sont actuellement publiés par les ateliers de photocopie. Entre autres avantages cette politique permettrait de rendre publics des documents édités à l'aide des fonds publics. Il serait ainsi plus facile de savoir ce qui se passe dans les maisons d'enseignement.

Pour ce qui est des documents qui continueraient d'être publiés par les maisons d'enseignement, il faudrait sans doute prévoir des mécanismes gouvernementaux permettant de couper les budgets d'imprimerie dans toutes les maisons où l'on ferait trop de travail médiocre.

Le temps rêvé

Certes il ne suffit pas de mettre des structures en place pour que le travail créateur s'accroisse en qualité et en quantité. Il me semble toutefois qu'on sous-estime beaucoup les ressources du milieu. C'est du moins ce que l'expérience de *Critère* nous aura appris. Si nous envisageons de publier quatre numéros par année, au lieu de deux, tout en continuant d'améliorer la qualité de notre travail, c'est parce que nous savons que nous pouvons compter sur la collaboration plus régulière d'un bon nombre de professeurs de collèges dont jusqu'à présent nous n'avons publié qu'un texte ou deux.

Il nous faudrait au Québec plus de promoteurs et d'animateurs aux mains libres, c'est-à-dire à l'abri des conflits entre l'administration et le syndicat, et, à l'intérieur du syndicat, à l'abri des querelles de factions. L'égalitarisme, qui va de soi au syndicat, est catastrophique dans le domaine de la recherche. Si tout le monde a droit à un salaire décent, tout le monde n'a pas pour autant les qualités requises pour permettre à chacun de donner le meilleur de lui-même dans un travail de recherche ou de création.

À une réunion récente de la Société de philosophie du Québec, réunion qui portait précisément sur la recherche, un professeur appartenant à un collège réputé pour la puissance légendaire de son syndicat a fait la proposition suivante : « que la société de philosophie fasse des pressions sur l'administration des collèges afin que, lors de la répartition des budgets de recherche, l'on tienne davantage compte des aptitudes exceptionnelles manifestées par certains professeurs dans le domaine de la recherche théorique. » Dans le collège auquel appartient cette militante syndicale sensée, la ferveur égalitariste a pris des proportions telles que les budgets de recherche sont répartis selon des critères qui ne tiennent nullement compte des aptitudes intellectuelles.

Il faudrait aussi évaluer avec rigueur le travail accompli. Il y a bien des façons d'évaluer. Une revue comme *Prospectives* pourrait, par exemple, faire la critique des résultats de recherche et assurer la publication des meilleurs travaux, quitte à profiter de l'occasion pour donner des leçons de français. Une évaluation digne de ce nom permettrait de reconnaître la qualité du travail accompli, soit par des crédits supplémentaires,

soit par une bourse de recherche ou de voyage, soit par une rémunération spéciale. Les mobiles liés aux récompenses de ce genre demeurent puissants même chez les intellectuels les plus désintéressés et chez les égalitaristes les plus inconditionnels.

Il nous faut des juges, des hommes qui n'hésitent pas à dire un non catégorique afin de pouvoir dire un oui qui a du poids. Si de tels juges n'existent pas dans les milieux de l'éducation, qu'on en fasse venir de l'extérieur. Qu'on fasse appel à des hommes comme Fernand Séguin ou Raymond Charette, qu'on les paye s'il le faut beaucoup mieux que ne le font les institutions auxquelles ils appartiennent actuellement. Ce serait de l'argent bien placé. De tels hommes valent bien un joueur de hockey.

Les syndicats et les administrateurs ont fait match nul. Les deux armées sont immobilisées. Sauf exception, elles sont trop occupées à surveiller leurs tranchées pour consacrer de l'énergie à autre chose. Il faut faire appel à des arbitres. Empressons-nous de choisir ces arbitres parmi les représentants de l'intelligence. N'attendons pas qu'ils nous soient imposés par un quelconque mouvement fanatique.

Ce sont les conflits idéologiques combinés avec l'absence d'autorité naturelle qui empêchent les bons chercheurs et les bons promoteurs de se manifester. Le scénario typique est bien connu : plutôt que donner une trop belle occasion de faire quelque chose à un représentant de la faction y, la faction x fera une telle obstruction que finalement personne ne fera rien.

Il y a eu, il y a et il y aura toujours des degrés dans l'intelli-

gence et dans la connaissance. Il est même très humiliant de devoir prendre la peine d'écrire une pareille banalité. L'égalitarisme en éducation est une forme de diversion et de perversion. Cela, même et peut-être surtout eux, les pays socialistes le reconnaissent. On peut affir-

mer que l'inégalité dans le savoir est la condition de l'égalité dans tous les autres domaines. Vouloir faire l'égalité à l'école d'abord est un non-sens métaphysique, psychologique et politique. C'est un aveu d'impuissance. Les peuples forts s'occupent d'établir l'égalité avec

leurs voisins d'abord, puis devant la maladie, la mort, les responsabilités et les privilèges. Mes frères soyez durs !

L'auteur est professeur de philosophie au cégep Ahuntsic.

hec

hec

ADMINISTRATION

**PROGRAMMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES 1^{er} ET 2^e CYCLE
COURS DU SOIR ET SESSIONS INTENSIVES**

CERTIFICATS — DIPLÔMES — BACCALAURÉATS

- Marketing
- Administration
- Approvisionnement
- Gestion du design
- Gestion du personnel
- Production
- Comptabilité
- Gestion financière
- Gestion d'entreprise
- Relations patronales-ouvrières

DEMANDEZ LE PROSPECTUS

**CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT
EN ADMINISTRATION**

École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles, Montréal
Tél.: 343-4440

Trois périodes d'inscription par année

eja

eja